

Seule solution à la crise : entre Maputo et feuille de route

La Gazette – Edito - Adelson Razafy

La médiation dans la crise malgache a été confiée par le récent sommet de la Sadc à l'organe, dit Troïka. Dans l'île, néanmoins, on fonde peu d'espoir sur cette instance aujourd'hui présidée par le chef d'Etat sud-africain Jacob Zuma. D'abord, car la Troïka manifeste souvent une certaine légèreté dans son fonctionnement. L'organe, par exemple, aurait dû se réunir le 19 novembre dernier à Gaborone (Botswana) pour se pencher sur le cas du Zimbabwe. Mais le mini-sommet fut annulé car son président, le chef d'Etat zambien Rupiah Banda, fut retenu dans son pays, de même que le président mozambicain Armando Guebuza.

Ensuite, puisque l'actuel président de la Troïka, le sud-africain Jacob Zuma traîne des pieds quand il s'agit de traiter de la crise malgache, trop compliquée à son goût. Lors des négociations de Pretoria d'avril 2010 entre les quatre mouvances, le chef d'Etat sud-africain s'est montré au départ spécialement motivé, pensant régler la question en peu de temps. Il consacra une nuit entière à tenter de mettre d'accord les quatre chefs politiques au Guest House de Pretoria. Mais face aux intransigeances des uns et des autres, les pourparlers échouèrent. Ecœuré, Jacob Zuma se débarrassa du dossier et n'y toucha plus, alors que les négociations allèrent encore durer trois jours de plus. Enfin, car ce chef d'Etat, pour promouvoir la diplomatie sud-africaine, a pris en main la médiation dans plusieurs crises africaines, au Zimbabwe, au Burundi et notamment en Libye. Il a pris notamment à cœur ce dernier cas, très médiatisé, et se plaît à rencontrer Mouammar Kadhafi dans son bunker de Tripoli, sous les feux des projecteurs des chaînes TV internationales. Le dossier malgache, plutôt négligé par la presse internationale, ne lui donne pas l'occasion de se mettre en valeur et ne devrait guère susciter son intérêt.

Si dans l'île, on n'attend pas grand-chose de la médiation de la Troïka, c'est aussi car la Sadc a tendance à botter en touche et à renvoyer d'un sommet à l'autre les décisions de poids. Rappelons que le sommet de la Troïka à Livingstone (Zambie) le 31 mars dernier s'en est remis à un prochain sommet extraordinaire. Il y eut ensuite le sommet de Gaborone (Botswana) du 6 juin, censé être celui de la " dernière chance " et où furent convoqués onze partis et mouvances pour la signature de la feuille de route. Il n'y eut rien de tel, la décision finale ayant été remise au sommet extraordinaire de la Sadc du 11 juin à Sandton (Afrique du Sud). Si la Sadc tergiverse ainsi et ajourne la signature de la feuille de route, voici la raison : ce document n'a pas l'adhésion des trois mouvances et n'est donc pas un gage de sortie de crise réussie.

Dans l'île, on attend surtout une initiative nationale qui pourrait installer autour d'une table les mouvances rivales. Dans le communiqué final du récent sommet de Luanda (Angola), la Sadc félicite le Conseil des Eglises Chrétiennes du Lesotho qui s'est chargé de la médiation politique dans ce pays. Voilà qui devrait intéresser dans l'île : la Sadc est ouverte à toutes les médiations qui peuvent réussir et ne repousse aucune initiative. A Madagascar donc, l'arbitrage peut être assuré par les Eglises, par l'Armée ou par la société civile (ou par une combinaison des trois) sans que cela gêne la Sadc. Pour cette dernière, l'essentiel est que les parties en conflit soient installées autour d'une table ronde, et que les débats aboutissent à un accord. La Sadc est disposée à cautionner une telle convention politique, et à prendre celle-ci comme point de départ du processus vers la reconnaissance internationale.

Si on réussit à mettre les protagonistes de la crise autour d'une table, sur quelle base démarreront les pourparlers ? Tout simplement à partir d'une voie moyenne entre deux documents : l'accord de Maputo et la feuille de route. Le premier document a été approuvé par les trois mouvances mais a été rejeté (finalement) par le régime de transition. Le second texte a l'aval du régime de transition mais est repoussé par les trois mouvances. En recoupant adroitement les vœux des uns et des autres, on pourrait déboucher sur un document qui pourrait faire le consensus. En gros, la présence d'Andry Rajoelina à la tête de la transition est admise par tous. Il reste à s'entendre sur le Premier ministre de consensus et sur la répartition des sièges du gouvernement et des institutions de transition. Au bout de deux années et plus d'une crise qui a sévèrement terni les réputations, chacun serait mieux disposé à la concession...

Chez nous, le Conseil Œcuménique des Eglises (FFKM) veut-il bien se charger de la médiation ? Patientons puisque de ce rassemblement des disciples du Christ, on attend la... résurrection.

Source : http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=14989:seule-solution-a-la-crise-entre-maputo-et-feuille-de-route&catid=57:la-une

